

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Pour les départements, le numéro 15 centimes.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

SOMMAIRE : Du principe d'association : 1° l'association est une nécessité. — Scandale de Clairvaux. Application des doctrines de Malthus. — Revue rétrospective. Les idées socialistes depuis Socrate jusqu'à nos jours. — Abondance pour tous. Inventions et découvertes. — Exposition des produits de l'industrie. Le bazar des Champs-Élysées. — Associations gymnastiques d'Allemagne. — Courrier de la semaine.

DU PRINCIPE D'ASSOCIATION.

L'association a pour but de rendre tous les efforts convergents, de prévenir les déperditions de forces et de capitaux, de réaliser des économies de frais et de dépenses, en un mot, d'augmenter la puissance productive et les effets utiles, d'une part ; elle a aussi pour but de mettre fin au désordre économique, à la guerre industrielle et commerciale, à l'exploitation sous toutes les formes, en constituant la solidarité de tous les intérêts, en transformant la concurrence homicide en coopération émulative, en coopération favorable à tous les associés, d'abord, favorable, en outre, à tous ceux qui se trouvent en dehors de l'association même.

Economistes de toutes les sectes, Socialistes de toutes les écoles s'accordent aujourd'hui pour exalter les bienfaits de l'association ; mais tous ne comprennent pas l'association de la même manière.

Les uns veulent que l'association soit exclusivement appliquée aux capitaux ; les autres veulent qu'elle comprenne à la fois les choses et les personnes ; d'autres voudraient qu'elle ne s'étendît qu'aux individus. Ceux-ci sont pour l'association partielle et limitée : ceux-là pour l'association intégrale et universelle, etc., etc.

Nous essaierons d'exposer, dans une série d'articles, les caractères essentiels de toute association normale, d'expliquer à quelles conditions l'association peut être féconde, et avantageuse à toutes les classes de la société.

1. L'association n'est pas seulement avantageuse, elle est absolument nécessaire.

L'association est désormais une nécessité, une nécessité absolue, et en agriculture, et en industrie, et dans toutes les opérations commerciales. Elle est nécessaire entre cultivateurs, entre cultivateurs et industriels, entre cultivateurs, industriels et commerçants, autrement dit entre producteurs et consommateurs. — Nous espérons le démontrer avec évidence dans la série d'articles que nous entreprenons aujourd'hui.

Mais la question est trop complexe pour que nous puissions l'aborder par tous les points à la fois.

Le grand problème de notre époque, c'est l'émancipation des travailleurs. Or, sans la mise en pratique du principe d'association, il est impossible d'affranchir les salariés de la misère et de tous les maux qu'elle engendre.

Depuis soixante ans, toutes les anciennes conditions du travail ont été changées ; une révolution complète s'est opérée dans les procédés industriels et dans les procédés agricoles, dans toute l'économie des sociétés.

Au point où sont arrivés, de nos jours, l'industrie, les sciences et les arts, la production ne peut plus s'accomplir que dans de grands ate-

liers, que dans de vastes exploitations rurales, à l'aide d'instruments perfectionnés, d'un capital énorme, à l'aide de machines puissantes et dispendieuses.

De même que la grande industrie a remplacé les petits métiers d'autrefois, de même la grande culture, la culture savante et économique doit nécessairement remplacer le métayage et les exploitations parcellaires.

La théorie et l'expérience s'accordent pour proclamer, en fait de production, la supériorité incontestable des grandes fermes et des grandes fabriques. Tous les inconvénients que l'on reproche aux grandes exploitations agricoles ou industrielles proviennent uniquement du mode de répartition aujourd'hui adopté, de la condition faite aux travailleurs. Il faut donc conserver le mode de production, modifier seulement la répartition des produits, donner aux producteurs des droits et des garanties, de façon à les faire participer aux bienfaits de la grande culture et de la grande industrie. — Autrement dit, il faut transformer les salariés en associés.

Désormais, pour cultiver le sol avec avantage, pour obtenir à frais réduits des récoltes variées et abondantes, pour tirer parti de toutes les découvertes de la science et des inventions de la mécanique, il faut opérer sur un vaste domaine, il faut disposer d'avances considérables.

Il en est absolument de même dans l'industrie et dans le commerce.

Autrefois, par exemple, l'artisan des corporations pouvait, avec un mince patrimoine et même avec ses seules économies, acheter un petit métier, élever une boutique, succéder à son patron et conquérir l'indépendance. — Aujourd'hui, l'ouvrier qui ne naît pas riche, à moins qu'un hasard heureux ne le favorise, est condamné à travailler toute sa vie au profit d'autrui comme salarié, sans espoir de devenir jamais indépendant, car il n'y a point d'indépendance réelle, pas même de sécurité, pour quiconque est toujours aux ordres, aux caprices d'un maître, pour quiconque ne possède pas au moins les instruments de son travail.

Or, les instruments dont on se sert aujourd'hui dans l'industrie, ce sont de gigantesques machines qui coûtent des sommes prodigieuses, qui nécessitent d'immenses ateliers et de grands capitaux. Pour acheter un de ces outils, pour posséder un de ces ateliers, il faut être au moins millionnaire. Aussi les outils n'appartiennent-ils plus aux ouvriers, mais à de riches capitalistes qui ne travaillent point eux-mêmes, qui se contentent de faire travailler et qui perçoivent tous les profits, abandonnant seulement au salarié de quoi l'empêcher de mourir de faim.

C'est tout au plus si le fils d'un de nos riches est assez riche pour posséder à lui tout seul une de nos grandes manufactures ! Le plus souvent, il est obligé de se faire commanditer ou de s'associer à d'autres riches. A plus forte raison, comment voulez-vous qu'un simple travailleur arrive jamais à être entrepreneur d'industrie, à s'affranchir du salariat ?

Il est bien évident que les travailleurs ne seront définitivement émancipés que le jour où ils auront la libre disposition des instruments qu'ils mettent en œuvre, des outils sans lesquels ils ne peuvent travailler. Il est bien évident,

d'un autre côté, que quiconque naît sans fortune, quiconque, pour vivre, est obligé de louer ses bras et de vendre son travail au rabais, ne pourra jamais économiser, sur un salaire insuffisant, de quoi acheter une usine, de quoi amasser les millions indispensables pour la fondation d'un atelier.

Le salaire, ainsi que tous les économistes l'enseignent et ainsi que l'affreuse réalité le constate, tendant irrésistiblement, dans nos sociétés maudites, à graviter vers le minimum de subsistances comme le liquide vers le niveau, il est clair que le salarié des grandes manufactures est fatalement condamné à travailler toute sa vie pour enrichir un maître, heureux encore quand il trouve de l'emploi ! avec la perspective de se trouver sans ouvrage et sans pain à la moindre crise industrielle ou politique ; avec la perspective d'être rendu inutile au premier jour, remplacé par une poulie, par une courroie, par une manivelle ; avec la perspective de mourir de faim lente au coin d'une borne où à l'hôpital, sans même pouvoir compter, pour ses vieux jours, sur le dépôt de mendicité ; avec la perspective, chose affreuse, de léguer à ses enfants une destinée pareille à la sienne, une destinée de labeur incessant, de misère sans nom, de douleurs sans fin.

Autrefois, du moins, au temps de la petite industrie et des petits métiers, les riches n'engageaient leurs revenus ou leurs capitaux, sans faire concurrence au pauvre monde. Maintenant, les millionnaires se font entrepreneurs d'industrie, spéculent sur le travail du peuple, gardent pour eux tous les profits et réduisent les ouvriers au salariat. Ce n'est plus le travail qui est l'agent de production par excellence, c'est le capital, c'est la machine ; et cette machine, au lieu de fonctionner au profit de tous et de venir en aide au travailleur, fonctionne au profit du capital, casse les bras à l'ouvrier et lui enlève son unique moyen d'existence !

Le travail, que l'on proclame le devoir de tous, que le peuple invoque comme un droit, tend de plus en plus à devenir un privilège ; car, encore une fois, pour travailler, il faut des instruments, et pour acheter ces instruments dispendieux du travail moderne, il faut être capitaliste. — Le travail tend à devenir un privilège au profit des riches, un moyen d'exploitation contre les pauvres !

Notre société est un immense cercle vicieux : les moteurs inanimés devraient racheter l'homme du travail purement physique, accomplir à sa place tous les pénibles labeurs ; et, de nos jours, l'homme du peuple est forcé de maudire ces machines qui travaillent contre lui au lieu de travailler pour lui, ces machines qu'il bénirait dans une société autrement organisée ! L'homme du peuple devrait se réjouir de voir les oisifs d'autrefois se livrer à l'industrie, concourir indirectement à la production ; et cependant, chose étrange, il est réduit à regretter le temps où les riches se contentaient de consommer, parce que les riches, à l'aide de leurs capitaux, lui enlèvent son gagne-pain et le condamnent à la détresse.

Croit-on sérieusement que cela puisse durer toujours ? puisse durer longtemps encore dans un pays où chacun a conscience de ses droits et de

sa dignité, où les malheureux, qui seront bientôt en immense majorité, nomment directement les législateurs, où les mots de liberté, d'égalité, de fraternité sont gravés sur tous les monuments publics, en tête des lois et de la Constitution ?

Qu'arrivera-t-il le jour où le peuple ne pourra même plus vivre en travaillant ? Y a-t-on sérieusement réfléchi ?

Le temps est proche où la mécanique pourra accomplir presque tous les travaux de la production, où l'homme n'aura plus qu'à diriger les moteurs inanimés et à commander aux forces naturelles. En ce temps-là, il faudra bien que les machines travaillent au profit de tous ; il faudra bien que les instruments de travail deviennent des propriétés collectives ou que tout ouvrier participe aux produits créés par les machines ; car enfin, le peuple ne se décidera jamais à se laisser stoïquement mourir !

Il faut que cette difficulté soit résolue par l'association ou tranchée, tôt ou tard, par la violence : il n'y a pas de milieu.

Un seul ouvrier ne peut acheter une usine ; mais cent ou mille ouvriers associés le pourraient peut-être ; et si toutes leurs maigres épargnes réunies ne peuvent suffire, le crédit organisé peut venir à leur aide et leur avancer des capitaux que le travail opimètre remboursera.

C'est dans cette voie féconde du crédit, de l'association des forces et des intérêts, de l'organisation de l'industrie, qu'il faut chercher la solution du grand problème de notre temps.

Examinons donc, avant tout, à quelles conditions l'association peut être féconde...

FRANÇOIS VIDAL.

(La suite prochainement.)

SCANDALE DE CLAIRVAUX. APPLICATION DES THEORIES DE MALTHUS.

Le code Napoléon, ce modèle de législation tant vanté, est plein de dispositions qui justifient admirablement cette définition de la loi donnée par le philosophe ancien : Les lois sont des toiles d'araignées qui laissent passer les gros voleurs et n'arrêtent que les petits.

L'empoisonnement est le plus lâche des assassinats ; le vol domestique est le vol que la loi punit avec le plus de sévérité, parce qu'il implique abus de confiance.

Or, il se commet chaque jour dans ce milieu social une foule d'empoisonnements odieux, compliqués d'abus de confiance et que la loi laisse passer.

Le délit des denrées falsifiées et déléterées, qui est un attentat épouvantable à la santé publique, est rangé par la loi dans la catégorie des peccadilles innocentes, justiciables tout au plus de la police municipale.

La vente du pain à faux poids, qui est une aggravation de l'abus de confiance, expose les coupables à une condamnation de UN franc d'amende, à laquelle peut s'ajouter, en cas de récidive, une condamnation de VINGT-QUATRE heures de prison.

Le commerce anarchique et déloyal qui vit de ces escroqueries et de ces empoisonnements a le don de tout purifier.

Le Mercure moderne n'est plus, comme le Mercure antique, le dieu des avocats, des commerçants et des voleurs. Depuis que les économistes malthusiens l'ont baptisé, il est devenu un petit saint.

L'empire et la restauration, le dernier règne surtout que nous venons de traverser, ont été des époques fécondes en crimes d'empoisonnements publics comme en concussion. Tous ces crimes sont restés impunis, à la réserve de quelques maladroites d'imbécilles, de vrais *gâté-métier*. Ces empoisonneurs patentés, fournisseurs de vivres ou de fourrages, agents comptables des divers services militaires, directeurs d'hôpitaux, n'ont eu à répondre de leurs vols qu'à la cons-

cience publique, fort indulgente en matière de déprédation des deniers de l'Etat. Dans le nombre de ces assassins de troupes, plusieurs ont fait souche de pairs de France, de ministres et de députés. Leveurs de contributions sur l'ennemi, spoliateurs de musées étrangers, contrebandiers avoués, ont présidé des cabinets ministériels en France, cette terre classique de la probité et de l'honneur !

L'administration des hôpitaux d'Algérie s'est distinguée entre toutes par son habileté meurtrière dans l'art de préparer les médicaments inefficaces et de substituer le carbonate de magnésie au sulfate de quinine. On peut affirmer que l'honorable industrie des agents comptables d'Algérie a plus contribué à elle seule à éclaircir les rangs de notre armée d'occupation que le fer de l'Arabe, la dysenterie, la fièvre pernicieuse et toutes les autres maladies endémiques réunies. Un assez grand nombre de ces misérables ont été traduits devant les tribunaux criminels, mais la plupart son parvenus à établir leur complète innocence.

De tous les crimes de cette espèce, le plus infâme et le plus odieux, à coup sûr, est celui qui s'est commis, pendant de longues années, à la maison de détention de Clairvaux. Nulle part l'empoisonnement public, l'homicide à petit feu, le vol sur toutes les fournitures, n'avaient été pratiqués encore avec une pareille impudeur, avec un pareil mépris de la loi divine et de la loi humaine.

Cependant, l'administration supérieure, mise en demeure d'agir par des dénonciations accablantes, n'a consenti à autoriser l'enquête sur la conduite des entrepreneurs de fournitures de Clairvaux qu'après de longs délais.

Cette enquête, commencée sous le règne de Louis-Philippe, n'a été achevée que sous la République. Elle a constaté qu'il était mort à Clairvaux, en quelques années, mort de faim lente, par défaut de médicaments et de soins, plusieurs centaines d'individus, confiés par la justice à la tutelle de la providence sociale.

Plusieurs centaines d'assassinats à petit feu, assassinats de toutes les heures, perpétrés de sang-froid et avec préméditation, pendant de longues années, par une coalition de bourreaux, qui ont à supputer chaque soir le bénéfice que leur ont rapporté l'exécution et la mort de chacune de leurs victimes. Certes, s'il est un meurtre avec préméditation bien caractérisée, c'est celui-là ; s'il est un crime qui mérite la mort dans une société où des crimes s'expiant par la mort, c'est celui des empoisonneurs de Clairvaux.

Le Code français, ce modèle de législation tant vanté, n'en juge pas ainsi. Le Code français ne punit que les petits assassins et les petits empoisonneurs. Le Code français respecte surtout la liberté du commerce des fournitures.

Les empoisonneurs patentés de Clairvaux ont été traduits devant le tribunal de police correctionnelle de Bar-sur-Aube, parce qu'il fallait donner satisfaction à l'indignation publique ; mais la justice a été paternelle et indulgente pour les spéculateurs imprudents.

Le tribunal a reconnu le délit d'homicide par imprudence, basé sur le mauvais état du vestiaire, la malpropreté du linge, l'insuffisance du chauffage, des chaussures, de l'éclairage, de la nourriture, le MANQUE DE MEDICAMENTS.

En conséquence, condamne... l'honorable citoyen Marcel, gérant de l'entreprise, à QUATRE MOIS d'emprisonnement et CINQUANTE francs d'amende.

L'honorable citoyen Petit, entrepreneur, à UN MOIS de prison et 600 d'amende.

Ceux-ci, à ce qu'il paraît, sont les deux grands coupables. Il y a circonstances atténuantes pour les trois autres, qui ne sont que des pêcheurs égarés. Arditi, entrepreneur, Toussaint, boucher, sont condamnés à trois mois et un mois de prison. Il n'est prononcé qu'une simple amende de 600 francs contre Singly, associé.

Un ancien garde-des-sceaux, ex-ministre des

travaux publics et ex-représentant du peuple, avait pris sous sa haute protection, à ce que ses ennemis disent, les honorables empoisonneurs de Clairvaux.

L'avocat des inculpés a pu tirer un magnifique parti de la plaidoirie du renard dans la fameuse fable de Lafontaine : *Les animaux malades de la peste* :

Avoir mangé moutons, canaille, sottise espèce, Est-ce un crime ? non, non, vous leur fîtes, seigneur, En les croquant, beaucoup d'honneur.

Et la sentence du tribunal, commandée par le Code, fait venir à la pensée la morale de l'apologue :

Selon que vous serez, puissant ou misérable, Un jugement de cour vous rendra blanc ou noir.

Mais il y a mieux que l'opinion du renard de Lafontaine en faveur des prévenus. Il y a l'opinion de Malthus. Malthus a dit qu'il n'y avait pas de place pour l'enfant du pauvre au banquet de la vie, et que la nature se chargeait elle-même de mettre ses arrêts à exécution. Les entrepreneurs de Clairvaux, qui refusent aux pauvres détenus une place au banquet de la vie, ne sont que des malthusiens intelligents qui aident la nature à mettre ses arrêts à exécution.

Cependant, M. Louis Blanc, qui n'a jamais spéculé sur la santé de personne et qui n'a jamais fait que servir le peuple et honorer sa patrie par ses œuvres, M. Louis Blanc a été attaché, en effigie, au carcan, naguère pour crime de républicanisme que la loi ne défendait pas.

M. Proudhon, qui usait du droit imprescriptible que possède tout citoyen libre d'exprimer sa pensée sur les choses du gouvernement, a été condamné pour ce fait à TROIS ANS de prison et DIX MILLE francs d'amende. Une reuve que la loi considère le crime de M. Proudhon comme deux cents fois plus odieux que le crime d'empoisonnement et d'abus de confiance, c'est qu'elle a prononcé contre l'écrivain une amende deux cents fois plus forte que contre l'empoisonneur.

Eh bien ! nous proclamons, nous socialistes, nous les ennemis irréconciliables de la secte malthusienne, qu'une législation qui consacre de telles anomalies, qui n'a de sévérités iniques que pour le penseur courageux, d'indulgence que pour le lâche assassin, est une législation monstrueuse et criminelle. Nous ajoutons que cette législation est complice de toutes les infamies qu'elle tolère et qu'elle encourage, et qu'elle est une honte pour la nation qui la subit.

A. T.

REVUE RETROSPECTIVE.

DES IDEES SOCIALISTES DEPUIS SOCRATE JUSQU'A NOS JOURS.

Il est faux que les juges de Socrate l'aient condamné à boire la ciguë pour crime d'irrévérence à l'égard des dieux athéniens. Les dieux de la Grèce étaient plus tolérants à l'endroit des sarcasmes que l'histoire ne les fait, et ils ne se courrouçaient pas pour une plaisanterie. Les athées faisaient secte à Athènes du temps de Socrate, et les dieux de l'Olympe prenaient plaisir à les entendre, loin de les inquiéter.

Mais du temps de Socrate, l'esclavage était le principal mode de la propriété ; et, par conséquent, l'esclavage était la seule base POSSIBLE de l'ordre social, la pierre angulaire de la religion, de la famille...

Or, Socrate protesta contre l'esclavage, au nom des principes divins de l'égalité, de la liberté et de la fraternité, ces utopies damnables qui eurent de tout temps le privilège d'effrayer les heureux... Socrate eut le tort d'affirmer, avant le bon Lafontaine, que le maître était l'ennemi de l'esclave, et qu'une société basée

sur l'antagonisme des castes était condamnée à périr. Naturellement, les maîtres, les honnêtes gens d'Athènes, durent l'accuser de prêcher des doctrines subversives, de s'attaquer à la propriété, à la famille et à la religion; et ils le firent condamner par un jury à eux, après l'avoir livré préalablement à la risée publique sur les murailles de la cité et sur les tréteaux de la scène.

Cette histoire est si simple qu'elle semble écrite d'hier; car rien n'a changé depuis deux mille ans dans la tactique du privilège pas plus que dans son égoïsme. Substituez quelques noms français à quelques noms athéniens: appelez Socrate Proudhon, Anytus Thiers, Aristophane Clairville; à la place du jury d'Athènes prenez douze bourgeois de Paris imbus de saines doctrines conservatrices, et vous aurez la répétition, mot pour mot, du jugement de Socrate. La sentence qui a condamné le citoyen Proudhon à trois ans d'emprisonnement, est tout aussi barbare dans l'état de nos mœurs, que celle qui condamna Socrate à boire la ciguë; et, pour démontrer, d'ailleurs, que le crime des deux accusés est bien le même, le journal d'Anytus, le *Constitutionnel*, feuille honnête, a déclaré que l'esclavage (attaqué par Socrate), était une propriété aussi sacrée que toutes les autres (attaquées par Proudhon).

Le *Constitutionnel* a évidemment raison, et puisque Socrate et Proudhon ont offensé le principe de la propriété privilégiée et le monopole de la caste, il est juste qu'ils soient tous les deux flétris de la même peine. Gloire à Anytus et à Thiers, vengeurs de la morale! gloire à Aristophane, à Cham et à Clairville, protecteurs de la famille, de la propriété et de la religion!

Mais voici venir un autre socialiste bien plus dangereux, bien plus exagéré que Socrate, Jésus, le fils du charpentier de Nazareth, le fléau des saines doctrines de monopole, le fléau de l'esclavage et de l'usure.

Celui-ci prêche ouvertement la religion de fraternité, d'égalité et d'amour. «Aimez-vous les uns les autres, dit-il, c'est là toute la loi.»

Puis il chasse les marchands du temple à coups de fouet, disant: «Cette maison est une maison de prières et vous en faites une caverne de voleurs.»

Et comme le fils d'un homme riche a refusé de se défaire de tous ses biens pour le suivre, il s'écrie avec tristesse: «En vérité, en vérité, il sera plus difficile à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu, qu'à un câble de passer par le trou d'une aiguille.»

Une autre fois, il pardonne à la femme adultère qui va être lapidée; prêche l'oubli des injures et enseigne la théorie de l'égalité des salaires (parabole de la vigne).

Il change l'eau en vin aux noces de Cana; nourrit le peuple dans le désert; fait marcher les paralytiques; rend la vue aux aveugles, et recommande aux hommes de pratiquer la justice, leur promettant que tous les biens de ce monde leur seront donnés en surcroît...

Autant de propositions anarchiques, autant de machines de guerre dressées contre l'ordre social, contre la famille et la propriété, contre la religion de Moïse.

Or, les Scribes et les Pharisiens et les princes des prêtres, qui étaient les honnêtes gens, les conservateurs modérés de l'époque, se saisirent de cet homme et le menèrent devant les juges.

Et ils prouvèrent sans peine que la doctrine qui enseignait l'oubli des injures était contraire à celle qui avait dit: *Oeil pour oeil, dent pour dent*; — Que le principe de la loi d'amour et d'égalité renversait de fond en comble le principe de l'esclavage ou de l'inégalité, base respectable, unique et sacro-sainte de l'ordre social antique, de la propriété et de la famille des propriétaires;

Et que dire aux esclaves: tous les hommes sont égaux, c'était les pousser à la révolte contre leurs maîtres;

Ils prouvèrent encore:

Que changer l'eau en vin, pardonner à la femme adultère, guérir les estropiés et promettre aux justes la jouissance des biens de ce monde en récompense de leur justice, c'était formuler le code de la brute, surexciter les appétits matériels des travailleurs et égarer les populations par l'appât de dangereuses utopies: utopies d'autant plus irréalisables qu'elles étaient condamnées d'avance par la loi de Moïse, où il était écrit que l'homme avait été créé et mis au monde pour souffrir et pour gagner sa vie à la sueur de son front.

Et les juges Anne et Caïphe condamnèrent cet homme à mourir, et, après l'avoir livré aux insultes de la populace, ils le clouèrent sur la croix entre deux larrons.

Cependant les principes de fraternité enseignés par le Christ avaient fait invasion dans les âmes. Les femmes et les esclaves, les victimes qui souffraient le plus de l'oppression, s'étaient ralliés d'abord au drapeau de la loi nouvelle; puis la foule avait suivi, et la persécution et le martyre aidant, la religion d'amour avait fini par s'asseoir dans les temples à la place des faux dieux.

Mais, hélas! la fraternité et la justice n'ont d'écho que dans les âmes affligées. A peine la religion du Christ eut-elle conquis la puissance temporelle que le prêtre renia sa foi.

Apostasie des prêtres chrétiens. — Le pape se substitue au Christ.

La religion du Christ n'était qu'abnégation et amour; l'Evangile tout entier n'était qu'une protestation contre la Bible.

Malheur au riche! avait crié le Christ; et ses premiers apôtres, et les pères de la primitive église chrétienne avaient répété sur tous les tons l'anathème formulé contre le riche par le divin maître. Les premiers chrétiens sont des communistes purs qui n'admettent pas le principe de la propriété individuelle, et saint Pierre punit de mort Ananie et Saphire pour avoir conservé une partie de leurs biens, au mépris de la loi chrétienne, qui veut que tous les fidèles apportent leur avoir aux apôtres pour que ceux-ci les partagent entre tous les frères, en proportion de leurs besoins.

Tous ces principes changent avec la puissance. Les faux disciples du Christ, de persécutés qu'ils étaient, se font persécuteurs. Ils ont revêtu la pourpre épiscopale, et la pourpre épiscopale a produit sur eux le même effet que la robe de Nessus. Ce n'est pas l'évêque chrétien qui oblige le fier Sicambre à baisser la tête devant le rédempteur des hommes, c'est l'évêque chrétien qui emprunte au barbare sa formule: *Vae victis*. La religion d'amour distingue entre les nations à son tour et commande la vengeance et l'extermination comme la loi de Moïse.

L'évêque de Rome aspire ouvertement à la succession de César, et lève la dîme sur tous les empires. Cette dîme s'intitule le denier de saint Pierre. Voilà le malheureux apôtre, malgré ses opinions contre le capital, fait caissier malgré lui; il n'est pas au bout de ses peines.

L'évêque de Rome pose insolemment le pied sur toutes les couronnes; il entend que le monde entier s'incline sous un geste de sa main; il distribue les empires sur une carte, comme autrefois Jules César; il quitte la parole pour le glaive, contrairement à la doctrine du Christ. La religion absorbe l'Etat, et l'Evangile abdique en faveur de la Bible.

L'esprit persécuteur et dominateur de la Bible s'insinue dans le catholicisme romain, qui est le nouveau nom de la religion du Christ. La chrétienté s'appellera désormais le Pape. Ce pape est un vieillard qu'on choisit, tout exprès, impotent et paralytique (l'infirmité est de rigueur), pour le proclamer infaillible et pour donner aux mortels une haute idée de Dieu. Ce don merveilleux d'infaillibilité lui est conféré par une élection à huis-clos, en vertu d'une des plus sin-

gulières opérations du Saint-Esprit. Il est dommage seulement que ce don d'infaillibilité ou de divinité fait à l'évêque de Rome, le jour de son élection, ait l'air d'une mauvaise contrefaçon de l'apothéose des anciens empereurs de Rome. La capitale du monde chrétien n'a jamais su que copier le paganisme.

Une chose pourtant que la religion catholique n'a pas volée aux Grecs, c'est le droit insolent de *reto* qu'elle s'arroge sur la pensée humaine. Ceci est bien à elle. L'évêque infaillible de Rome a nécessairement, à ce titre, le droit de fulminer l'anathème contre l'hérésie. Il abuse de ce droit pour vouer à l'extermination des populations innocentes. Et l'hérétique au premier chef qui contie nie l'infaillibilité du pape; est hérésie la science qui pourrait faire une concurrence dangereuse à la foi en démontrant l'impossibilité des miracles. Le joug abrutissant de la superstition courbe vers la terre toutes les âmes. Une inquisition ombrageuse investit partout le domaine de la conscience, au moyen du confessionnal et des moines mendicants; le confesseur tue l'idée par la menace des peines éternelles; la prison d'Etat fait justice des tentatives du génie émancipateur. La persécution de l'obscurantisme s'attaque impitoyablement aux chefs-d'œuvre de l'art antique, met le feu aux écrits et aux bibliothèques, mutilé les statues, épaissit comme elle peut les ténèbres autour de l'entendement humain...

La vénalité du sacerdoce ne connaît plus de bornes. Jésus avait fermé l'entrée du ciel au riche. Son successeur, mieux avisé, ne l'ouvre plus, au contraire, que moyennant finance. Un laissez-passer de saint se vend cent mille écus. Et le malheureux saint Pierre, institué, bon gré mal gré, concierge du Paradis, est obligé d'ouvrir à l'intrus et de renier une fois de plus la doctrine de son maître.

Et Jésus-Christ en personne reviendrait sur la terre, prêchant sa religion d'amour, chassant les marchands du temple et guérissant les malades, que son orthodoxe vicaire le ferait condamner comme hérétique et brûler comme sorcier.

L'Eglise a déjà confisqué à son profit le bénéfice de la passion du Christ, qui avait voulu mourir sur la croix pour racheter les pécheurs. La mort du Christ n'a racheté personne.

Le monde chrétien subit mille ans les tortures de ce purgatoire; qui a nom le moyen-âge dans l'histoire; phase de léthargie intellectuelle, pendant laquelle la religion catholique a régné souverainement sur les nations européennes, tenu leurs chefs en vasselage et donné la mesure de sa puissance pour faire arriver sur cette terre le règne de Dieu. La pensée humaine asservie, la masse des travailleurs maintenue en servage, les privilèges de la noblesse consacrés par l'Eglise, les richesses et la fainéantise du clergé et des ordres religieux s'accroissant démesurément et dans la même proportion que la misère des populations, voilà, en quelques lignes, le bi an de ce régime de l'omnipotence papale que De Maistre a signalé quelque part comme le beau idéal des gouvernements humains! Ce De Maistre est un Juif dont la mémoire n'a retenu de ces saintes lectures que les pires maximes de la Bible, et qui de l'Evangile ne sait pas le premier mot.

Enfin les saturnales de la Rome des papes dépassent celles de la Rome des Néron et des Héliogabale, et l'indignation des peuples se soulève au spectacle de ces orgies savantes assaisonnées de meurtres, de poison et d'inceste que tiennent de nuit et de jour les bêtes du palais Borgia. Une main invisible écrit aussi la sentence de mort de la papauté sur le mur de la salle, dans la nuit d'un dernier festin. Rome, qui tient boutique d'indulgences, qui lave de tout crime pour de l'or, Rome qui assure l'impunité à tous les possesseurs de richesses, appelle depuis assez longtemps la vengeance des hommes et du ciel, pour qu'en fin cette vengeance éclate. Le schisme de la

Réformation se fait ; l'esprit d'examen se lève à l'horizon de la liberté. Luther et Calvin prennent à Rome la moitié de l'Europe.

A. T.

(La suite au prochain numéro.)

ABONDANCE POUR TOUS. — INVENTIONS ET DECOUVERTES.

On accuse tous les jours les socialistes de rêver le bouleversement de l'ordre de choses établi, de vouloir dépouiller les riches au profit des pauvres, sous le prétexte d'accomplir des réformes..... De pareilles accusations ne méritent certes pas qu'on y réponde. Le but de nos adversaires est de passionner le débat pour se dispenser d'avoir à énoncer des raisons. Il est toujours plus facile de lancer des injures que de produire des arguments.

Il serait bien temps d'en finir avec les accusations absurdes et les calomnies stupides ; il serait bien temps de substituer la discussion à l'injure.

Les anti-socialistes prétendent que l'espèce humaine a été condamnée au malheur, que la misère sera toujours la destinée du plus grand nombre, que les joies de ce monde seront toujours le partage exclusif de quelques privilégiés. Ils contestent que le peuple ait droit au bonheur ; ils lui contestent même le droit au bien-être et jusqu'au droit au travail ; enfin, ils ont peine à admettre le droit à l'assistance.

Les socialistes, au contraire, prétendent que, par une meilleure organisation du travail et par une répartition plus équitable des produits, on peut arriver à proportionner les richesses aux besoins de tous, à assurer à chacun de nos semblables le développement de toutes ses facultés et les douceurs de l'existence ; ils prétendent que nos ressources sont infinies et qu'il suffit de savoir en tirer parti, de faire converger toutes les forces au bonheur commun.

La rapidité avec laquelle se succèdent les découvertes et les inventions prouve que cette prétention est fondée, prouve en même temps que la réorganisation de la société, en dépit du mauvais vouloir des ignorants et des égoïstes, est inévitable dans un avenir prochain.

Nous nous proposons de prouver par le raisonnement, par les faits déjà connus, par l'état actuel de la science et de l'industrie :

1° Que la plupart des objets nécessaires à la satisfaction des besoins de l'homme peuvent, dès aujourd'hui, être obtenus en quantité suffisante pour être mis à la portée de tous ;

2° Que les objets qui sont rares encore et réservés aux classes privilégiées peuvent être prodigieusement multipliés, rendus assez abondants pour devenir accessibles aux classes les moins favorisées ;

3° Que la somme des travaux autrefois exécutés par l'homme tend à diminuer de plus en plus, et qu'il faudra prochainement, ou bien prohiber les inventions et les découvertes, condamner les progrès des sciences, de la mécanique, de la physique et de la chimie, qui rendent les bras superflus, ou bien modifier notre système industriel, adopter une nouvelle organisation sociale, un nouveau principe de justice distributive ;

4° Enfin, que les progrès de l'industrie moderne, qui ont permis à l'homme de dominer souverainement la matière, de l'asservir à ses besoins, ne sont pas dus, comme on le croit généralement, à la surexcitation de l'égoïsme et de l'intérêt privé ; que la concurrence tant préconisée par les économistes du laisser-faire a bien pu servir à généraliser l'application des découvertes et des inventions, dans un temps où les institutions et les lois n'avaient nul souci des intérêts généraux, des intérêts du plus grand nombre ; mais que désormais, pour réaliser d'immenses économies de forces et de frotte-

ments, pour éviter les déperditions de capitaux, pour obtenir à peu de frais de grands résultats, il est indispensable de procéder autrement, de concentrer les forces et les ressources au lieu de les diviser, de substituer l'ordre et l'organisation au désordre et à l'imprévoyance, la direction intelligente au laisser-faire absolu.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de toutes inventions qui ont pour objet d'augmenter les forces productives de l'espèce humaine, de simplifier le travail ou de vaincre les obstacles naturels ; nous donnerons, chaque semaine ou chaque mois, un résumé succinct de toutes les découvertes, en renvoyant, pour les détails, aux recueils spéciaux.

Tous les jours le domaine de la science et de l'industrie s'agrandit. On crée des richesses nouvelles, on trouve de nouveaux moyens d'utiliser des valeurs qui restaient sans emploi, ou des procédés de simplification, d'économie et de perfectionnement dont ne profitent ni la société, ni les inventeurs. C'est un malheur qu'on aurait prévenu par la création de ce ministère du progrès qui a si mal été accueilli par les conservateurs brevetés de l'Assemblée constituante.

Nous essaierons d'y suppléer, selon nos forces, en tenant compte de tous les travaux qui viendront à notre connaissance et en accueillant avec empressement tous les documents qu'on voudra bien nous communiquer.

EXPOSITION DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE.

LE BAZAR DES CHAMPS-ÉLYSÉES.

Lors de la dernière exposition des produits de l'industrie, en 1834, je publiai dans la *Revue indépendante* (numéro du 25 mai), un article dont je vais citer les principaux passages.

Je proposais de transformer le bazar temporaire des Champs-Élysées en bazar permanent de l'industrie. Je savais bien que mon projet n'avait pas la moindre chance d'être pris en considération ; aussi l'avais-je donné pour une utopie.

Mais comme toute utopie est destinée à devenir, tôt ou tard, une réalité ; comme ce projet est facilement applicable ; comme il aurait pour effet de procurer de grands avantages aux producteurs et aux consommateurs, de créer pour le Trésor une source féconde de revenus, de donner à l'industrie un essor prodigieux, je vais le reproduire.

« Les économistes antérieurs à Quesnay, certains disciples de Smith (Say, entre autres, et sa nombreuse phalange), ont beaucoup exagéré l'importance économique du commerce. On a voulu y voir la principale cause de la prospérité et de la richesse du pays, une des sources les plus fécondes de la production. L'activité du commerce est signe de prospérité ; mais elle est bien plutôt *effet* que *cause*. Il ne faut pas confondre le cours d'une rivière avec la source qui l'alimente. Le commerce déplace la richesse, il ne la crée pas.

Les commerçants remplissent dans la société une fonction utile, très utile, sans doute, mais secondaire. Leur véritable rôle consiste à transporter les marchandises et les denrées des lieux de production aux lieux de consommation, à mettre le produit déjà créé à la portée du consommateur. Comme entrepreneurs de roulage, comme commissionnaires, comme négociants, enfin, ils ont droit à un salaire, à une rémunération : cela n'est pas douteux ; mais, encore une fois, il ne faut pas exagérer la valeur des services qu'ils peuvent rendre. Nous parlons ici du commerce réel, du commerce qui a une véritable utilité. Quant au commerce de spéculation, qui consiste à jouer sur les prix, à faire baisser ou renchérir les denrées, c'est le jeu, c'est la loterie, c'est l'accaparement et l'agiotage, c'est tout simplement l'art de s'enrichir aux dépens d'autrui, l'art des frelons, l'art de rançonner à la fois et le producteur et le consommateur : — ce n'est point le commerce.

On a étrangement abusé, de nos jours, de la liberté du commerce ; la licence et l'effronterie ont été poussées jusqu'au scandale. C'est à ce point

que l'autorité, si tolérante, si respectueuse même envers les seigneurs du commerce, a été obligée de de leur demander compte de leurs faits et gestes, de déférer à la justice les abus les plus criants.

Les commerçants honnêtes, de leur côté, ont demandé qu'il fût mis un frein à la scandaleuse avidité des *gâte-métiers*, à la déloyauté de leurs concurrents. — Mais la concurrence, c'est la guerre ! et à la guerre, quand on n'a pas pour soi la force, il faut user de ruse ou de mauvaise foi, sous peine d'être écrasé. — Les fraudeurs alléguaient le cas de légitime défense.

Le commerce doit être ramené à sa fonction normale, essentielle. Il importe de supprimer les rouages inutiles et dispendieux, de proscrire à jamais la fraude et la falsification, le mensonge et le vol ; il faut que le produit passe directement du producteur au consommateur ; il faut que le manufacturier devienne responsable de la qualité de ses marchandises ; il faut surtout réduire ces nombreux intermédiaires, vrais parasites qui ne servent qu'à multiplier les frais, qu'à faire renchérir artificiellement les denrées : au lieu de compter, de mesurer, de tenir des livres, de trafiquer et de jouer à la spéculation, ils se feront producteurs, et tout le monde y gagnera.

Et nous parlons ici dans l'intérêt des commerçants eux-mêmes, dans l'intérêt du petit et du moyen commerce, du moins, tout aussi bien que dans l'intérêt du public et des véritables producteurs. Les petits magasins, les petites boutiques sont menacés d'une ruine prochaine, inévitable. Dans le commerce comme dans l'industrie, les grands et les forts écraseront les petits et les faibles. Partout où il y a guerre et désordre, la victoire est assurée aux gros capitaux et aux nombreux bataillons.

La féodalité commerciale se constitue au milieu de l'anarchie économique, comme s'est constituée la féodalité terrienne pendant le chaos du moyen âge, comme se sont constituées, tout récemment, la féodalité financière et la féodalité industrielle. Il y a mieux : la féodalité commerciale est déjà constituée ; elle a élevé ses tours, ses donjons et ses châteaux forts, du haut desquels elle opprime et rançonne les bourgeois et les manants. De nouveau, les francs-alleux vont disparaître ; de nouveau, les hommes libres vont devenir tributaires ; nous serons encore réduits en servitude.

Après avoir insolemment dicté la loi au producteur, après l'avoir menacé de le mettre au ban de la boutique et du commerce, après l'avoir réduit à demander miséricorde, sous peine d'être sans acheteurs, sans débit et sans crédit, enfin, excommunié à tout jamais ; après avoir forcé le consommateur à passer sous les fourches de l'accaparement et du monopole, les commerçants, comme les barons féodaux, se sont entre eux déclarés la guerre, et les plus faibles ont succombé les premiers.

On a élevé, dans Paris, d'immenses boutiques, où ont été accumulés tous les produits de l'industrie ; et comme les frais généraux sont d'autant moindres, pour chaque article, qu'ils sont répartis sur un plus grand nombre d'objets vendus, sur une masse d'affaires plus considérable, les grands magasins ont baissé les prix pour augmenter le débit ; ils ont tué leurs petits concurrents, ils ont enlevé au petit détaillant toutes ses pratiques, ils l'ont poussé à la banqueroute.

Demeurés maîtres du champ de bataille, les forts ont fait trêve entre eux, ils se sont entendus et coalisés, et ils ont dit aux fabricants : « Nous sommes maîtres de la place de Paris, nous gardons les portes, les issues et les routes ; vous nous vendrez vos produits, ou vous ne les vendrez pas ; vous nous les vendrez au prix qu'il nous plaira ; et, en outre, nous vous défendons de travailler pour d'autres ; car nous voulons accaparer vos dessins, vos étoffes, afin que la France et l'étranger viennent s'approvisionner chez nous, viennent payer le droit du seigneur. A ces conditions, messieurs les manufacturiers, nous vous offrons de l'argent, du crédit et un salaire convenable, jusqu'à ce que nous trouvions mieux ailleurs. — Choisissez : vous êtes libres (1). »

Vous voyez bien que le producteur et le con-

(1) Les commissionnaires et marchands en gros de Paris ont acheté d'avance les plus beaux produits de l'exposition, et ils ont forcé les fabricants à dissimuler les véritables prix, à exagérer la valeur vénale de leurs tissus. Ce que le fabricant pourrait donner à 16 francs, ce qu'il a vendu 15 francs aux monopoleurs, est coté 20 francs dans

sommateur sont devenus tributaires ; vous voyez bien que le petit marchand a été réduit au vasselage et dépouillé ; vous voyez bien que la féodalité nous menace de toutes parts, et nous enserme ; vous voyez bien que ce qu'on a décoré du nom de liberté, pour nous donner le change, c'est le droit de la force ou des écus. — Vous devez comprendre, dès lors, qu'il est nécessaire de renforcer l'autorité centrale contre la ligue des gros marchands ; vous devez comprendre que, pour nous affranchir, pour détruire la moderne féodalité, nous devons, nous autres des communes, nous grouper autour du pouvoir... — Vive l'Etat, vive la France ! Et que les barons soient ramenés à l'égalité devant la loi !

Tous ces abus et tous ces scandales auront du moins pour résultat de faire enfin sentir la nécessité de mettre un terme à l'anarchie commerciale. Les faits porteront la conviction dans les esprits que la raison n'aurait jamais pu persuader.

En attendant qu'on organise le travail et l'industrie, ce qui ne peut manquer d'arriver un jour, il devient nécessaire de régulariser le commerce ou la circulation des produits. Le moyen le plus simple, c'est de créer un entrepôt général, destiné à rendre inutile l'industrie des commissionnaires et des entrepreneurs particuliers.

Comme l'idée la plus simple a besoin d'être développée, nous allons entrer dans quelques détails, et appliquer notre système à une branche spéciale du commerce, à l'une des plus importantes, au commerce des étoffes et des tissus. — Voici notre projet :

Il sera construit, aux frais de l'Etat, un entrepôt général pour les produits de l'industrie des tissus, un bazar permanent où tous les fabricants auront la faculté d'envoyer leurs marchandises. Supposons, pour plus de simplicité, que les galeries temporaires des Champs-Élysées soient affectés à cette destination.

Dans ce bazar, chaque fabricant pourra louer une place particulière où seront déposés et exposés ses produits. Le nom de chaque fabricant, le lieu de son domicile seront imprimés, en grosses lettres, au-dessus de sa boutique.

Le prix de chaque article sera fixé par le fabricant pour six mois au moins, et marqué en chiffres.

Les étoffes porteront également l'indication des matières dont elles seront composées : — Laine, laine et coton, soie, soie et coton, de façon qu'en aucun cas l'acheteur ne puisse être trompé. On indiquera aussi si la couleur est solide ou peu solide, si elle peut ou ne peut pas résister à la lessive : — Bon teint, mauvais teint. Des experts compétents seront chargés de procéder à la vérification préalable. Les fausses indications seront prohibées.

La vente aura lieu en gros, et en détail, mais toujours au prix indiqué. Pour couvrir les frais d'entrepôt, il sera prélevé sur chaque vente 5 p. 100 en sus du prix fixé pour les ventes en gros ; et 10 p. 100 pour les ventes en détail. La vente en gros devra comprendre une ou plusieurs pièces entières. Les ventes au coupon sont considérées comme ventes au détail.

L'entrepôt appartient à l'Etat, est administré pour le compte de l'Etat. Tous les employés, depuis les directeurs et les commis, jusqu'aux garçons de service, sont des fonctionnaires. Ces employés pourront être choisis parmi les hommes du métier, parmi les spécialistes du commerce.

Les 5 p. 100 et les 10 p. 100 prélevés sur les ventes sont destinés à couvrir les dépenses et à payer le salaire des employés jusqu'à due concurrence ; le surplus profitera au Trésor comme contributions indirectes, et figurera au budget.

Chaque fabricant pourra avoir un ou plusieurs employés à ses gages, qui surveilleront et contrôleront la caisse, les livres et les opérations des commis.

La caisse sera tenue par des receveurs que l'on multipliera en raison des besoins du service. Le fabricant pourra faire tenir une comptabilité particulière ; mais tout paiement sera effectué entre les mains du receveur officiel.

La caisse ou les caisses seront faites chaque jour, et le montant des recettes, moins les 5 ou 10 p. 100 retenus au profit du Trésor, sera payé au fa-

les galeries des Champs-Élysées. Les exposants ne nous démentiront pas.

Le accapareurs avaient en outre imaginé de faire mettre sur les plus belles étoffes : Cet article a été acheté par la maison X..., rue Z..., qui seule s'est réservé le droit d'approvisionner la consommation. Les membres du jury ont heureusement proscrit ce scandale.

bricant ou à son fondé de pouvoirs. Les règlements pourront avoir lieu chaque semaine, ou chaque mois seulement, au choix du déposant. Toute vente sera faite au comptant. Néanmoins, les ventes en gros pourront avoir lieu à terme, du consentement du manufacturier, qui, dans ce cas, se portera caution des droits du Trésor.

Les articles analogues ou de même genre seront réunis, autant que possible, dans une même salle ou dans plusieurs salles contiguës. Ils seront étalés en pièces ou en échantillons, de façon que l'acheteur puisse parfaitement voir, comparer et choisir.

Tous les échantillons seront coupés dans les pièces mêmes : on garantira l'identité. Les ventes pourront être faites sur échantillon, et, dans ce cas, un échantillon timbré et marqué sera délivré gratis à l'acheteur, comme moyen de contrôle et de garantie.

Si le bazar prenait de grands développements, il deviendrait indispensable de séparer les magasins de vente des magasins d'entrepôt, et alors les achats en gros seraient presque toujours contractés sur échantillons.

Il est inutile d'entrer dans de plus amples détails. On reconnaîtra que les garanties offertes aux acheteurs sont complètes, ou tout au moins suffisantes.

Voyons pour les vendeurs ou pour les fabricants.

Tout fabricant, tout industriel français, tout étranger ayant en France son établissement, aura la faculté d'envoyer ses produits à l'entrepôt et au bazar, et aura droit, moyennant un loyer modéré, à une place particulière. Nul ne pourra occuper deux places, tant qu'il y aura des concurrents demandant à être admis. On pourrait même supprimer complètement le loyer et tirer les places au sort, pour abolir tous les privilèges.

Toute marchandise envoyée à l'entrepôt sera mesurée et examinée en présence du fabricant ou de son mandataire, elle sera numérotée et inscrite sur un registre spécial. Le prix en sera toujours établi d'avance et fixé par le producteur lui-même.

En échange de ses marchandises, tout entrepreneur recevra un récépissé détaché du registre à souches. Ce récépissé sera la copie exacte de la matricule, il indiquera le numéro d'ordre, la nature de la marchandise, le nombre de mètres et le prix déclaré.

Ce récépissé, véritable *warrant* ou titre de dépôt, sera négociable et transférable par voie d'endossement ; il pourra être donné en garanties de toutes valeurs empruntées. Le porteur de ce récépissé sera censé propriétaire de la marchandise entreposée ; il pourra la réclamer en vertu de ce titre, ou réclamer le montant du prix, si la marchandise a été vendue. Quand la marchandise sera encore en entrepôt, le porteur du *warrant* devra, avant de la retirer, payer 2 p. 100 sur la valeur déclarée, pour faire face aux frais d'entrepôt et de magasinage.

L'Etat répond des marchandises : il s'engage à les représenter à la première demande, ou à en payer la valeur.

Nous n'insistons pas davantage. Nous n'avions qu'à esquisser ici l'ébauche d'un projet qui, pour devenir complet, demanderait de longs développements. Le même système, on le conçoit, pourrait être appliqué à toute espèce de marchandises.

Il nous reste à résumer en peu de mots les avantages que pourrait présenter une pareille institution.

D'abord, nous ne demandons point de monopole au profit de l'Etat ; nous ne demandons point qu'on interdise aux particuliers la faculté d'élever des magasins et des boutiques à côté de l'entrepôt et du bazar. — Nous respectons donc le préjugé même de la concurrence. — Aux yeux de ceux qui tiennent l'Etat en suspicion, ce sera un contre-poids, une garantie.

Les acheteurs auront la faculté, si bon leur semble, d'aller s'approvisionner dans les magasins et dans les boutiques de leur choix ; les manufacturiers pourront, à leur gré, continuer à y envoyer leurs marchandises.

Mais par ce système, l'accaparement est rendu impossible, les industriels n'ont plus à redouter la tyrannie des marchands, ils sont assurés, si leurs produits sont de bonne qualité et à bas prix, de trouver des acheteurs.

Le droit de 10 p. 100 perçu par l'Etat sera dans tous les cas le maximum des frais, tandis qu'aujourd'hui les commissions et les courtages perçus par chacun des intermédiaires s'élèvent bien au delà. 10 p. 100, c'est le taux ordinaire que chaque négociant prélève à son tour, et il est des produits

qui n'arrivent au consommateur que de quatrième, de cinquième main, c'est-à-dire après avoir subi quatre ou cinq escomptes. Ce renchérissement profite aux commerçants sans doute, mais il nuit au producteur, d'abord en dépréciant d'autant le produit à son préjudice, ensuite en restreignant le débit ; il nuit en outre au consommateur en faisant hausser le prix de toutes les marchandises.

Tous les manufacturiers, tous ceux au moins qui ne sont pas dans les serres des entrepreneurs actuels, enverront leurs marchandises au bazar, cela n'est pas douteux. Ils trouveront un immense avantage à pouvoir s'adresser directement aux consommateurs sans intermédiaire. Ils pourront coter leurs produits au prix de revient, et élargir ainsi le cercle de leurs opérations.

Quant au public, il n'aura plus à payer les profits cumulés du négociant en gros, du négociant en demi-gros, du marchand au détail ; il n'aura à redouter ni la spéculation, ni l'agiotage. Il pourra choisir librement au milieu de l'assortiment le plus complet, sans craindre d'être trompé ni sur le prix, ni sur la qualité ; car chaque manufacturier aura intérêt à maintenir sa réputation, sa renommée, et à vendre au plus bas prix pour être préféré à ses rivaux.

Sans doute la concurrence existera encore entre les industriels, mais ce sera une concurrence légale, honnête, si toutefois on peut employer ces termes, ce sera surtout l'émulation et la rivalité.

Il serait absurde ici en effet de chercher à tuer, à ruiner ses concurrents par le bon marché, dans l'espoir de se trouver seul en état de dicter la loi aux acheteurs... L'entrepôt, toujours ouvert à tous les producteurs du royaume, déjouera efficacement les stratagèmes des tacticiens du monopole.

Tous les marchands de France, en toute saison, trouveront réunis en un même local toutes les merveilles de l'industrie ; ils viendront à Paris faire tous leurs achats et tous leurs approvisionnements. Eux aussi seront affranchis des monopoles de province, du joug des revendeurs ; ils jouiront du prix de fabrique.

Quand aux petits artisans, aux ouvriers, ils pourront acheter au bazar au même prix que les faiseurs, ils ne seront plus écrasés par la toute-puissance des capitaux.

Enfin, chacun pourra toujours et en tout temps savoir le prix courant de toute espèce de marchandise, dès lors se tenir en garde contre l'avidité des fournisseurs, connaître au juste combien on prétend gagner sur lui.

Ainsi le commerce sera ramené à sa véritable fonction ; ainsi la fraude deviendra impossible ou pourra être aisément punie et réprimée.

Les manufacturiers trouveront dans les *warrants*, dans les récépissés, un titre de crédit réel, un moyen facile d'emprunter sur gage au besoin, d'emprunter aux meilleures conditions possibles. De toutes les manières, ce crédit leur sera moins onéreux que les avances sur consignations, qui aboutissent le plus souvent à des ventes au rabais, à des ventes à l'encan, lors des échéances, c'est-à-dire à la dépréciation des produits, à la ruine du manufacturier et des négociants solvables.

Les droits d'entrepôt et les droits de vente seront pour le trésor une source féconde de revenus.

En admettant que les frais de toute sorte, compris les appointements des employés, s'élèvent à 4 p. 100 de la recette, ce qui nous paraît énorme ; en admettant en outre qu'on alloue 1 p. 100 aux employés à titre de dividende et d'encouragement, il resterait encore à l'état de 5 p. 100 de bénéfice net, sur le montant d'une grande partie des ventes. Combien produiraient ces 5 p. 100 chaque année ? Nous l'ignorons ; mais le chiffre total des affaires qui se traitent à Paris, c'est-à-dire des affaires de toute la France, est énorme, prodigieux ! Si le système des entrepôts était appliqué à toutes les marchandises, le revenu net serait peut-être suffisant pour défrayer le budget, et tous les autres impôts pourraient être supprimés ou considérablement réduits (1). Ajoutons, pour le dire en passant, que ce serait un moyen fort simple de réaliser l'utopie des économistes, l'impôt proportionnel au revenu.

Mais, dira-t-on, les commerçants, les entrepreneurs actuels y perdront, puisque vous tarissez la source de leurs profits ; car, il ne faut pas s'y tromper, votre entrepôt ruinera leur industrie ? — Cela est évident. Les commerçants ne pourront plus

(1) Il va sans dire que le système des entrepôts pourrait être mis en vigueur dans toutes les villes de France.

La Constituante et la Législative.

La Constituante a vécu, Dieu fasse paix à sa cendre. Contrairement à la loi qui régit le jeu de barres et qui défend de tuer les morts, j'estime que le moment est venu de dire à cette Assemblée toutes ses vérités. Ainsi faisaient les Egyptiens, peuple sage, à l'égard des rois trépassés.

Il ne manque pas d'écrivains classiques pour dire que la plus grande révérence est due aux hommes des vieux jours, et que les hommes des vieux jours composaient la majorité de cette Assemblée caduque. Mais on sait que je ne donne pas dans ce travers consacré par la sottise des siècles. Je ne vois rien de vénérable, je le répète, dans les rhumatismes et la couardise qui accompagnent l'âge trop mûr.

Et je suis d'accord sur ce chef avec la législation qui régit le commerce des bêtes. Quand un animal domestique, âne ou cheval, manifeste des velléités de désobéissance, on le déclare rétif, et le vice est proclamé rédhibitoire, c'est-à-dire caché au moment de la vente et annulant le contrat. Quand le simple refus d'obéir dégénère en immobilité obstinée ou en manie de recul, le cas est encore plus grave et le vice encore plus rédhibitoire, parce qu'on ne sait pas jusqu'où ce système de recul peut entraîner un char. La loi qui régit le commerce des bêtes et qui protège ainsi les jours des citoyens contre les dangers des principes rétrogrades de leurs montures ou de leurs limoniers est une loi fort sage. Je regrette vivement que le législateur, pendant qu'il était en train d'avoir raison, n'ait pas songé à déterminer la catégorie des vices rédhibitoires particuliers à l'espèce de limonier politique, vulgairement nommé homme d'Etat.

Il est bien évident, en effet, que le péril qui menace le char d'un simple citoyen est moins grave que celui qui menace le char de l'Etat, et qu'il importait bien plus au législateur de prévenir le second péril que le premier. C'est le contraire, malheureusement, qui a eu lieu. La loi a laissé le char de l'Etat sans protection contre les tentatives désastreuses des limoniers qui veulent s'y atteler pour ne pas bouger de place ou pour le tirer en arrière. Toutes les misères de la politique actuelle dérivent de cette imprévoyance de la loi. Je connais tel membre du parti Franconi qui ne donnerait pas cinquante centimes du plus beau coursier d'Arabie imbu d'immobilisme et qui versera sans vergogne cinquante francs à la caisse de l'impasse Poitiers, pour amener le réattelage au char de l'Etat de MM. Molé, Guizot ou Thiers, qui sont, de leur propre aveu, des limoniers éreintés et incapables de faire un pas en avant. Cette conséquence des hommes de cheval n'a pas de nom.

Ceci posé, procédons à l'autopsie de l'Assemblée constituante.

L'Assemblée constituante a été élue par la peur; elle a voté sous l'influence de la peur et sous la protection de l'artillerie, et c'est un mauvais maître que la peur. La sagesse des nations a proclamé cette dernière vérité bien longtemps avant moi. La peur est qualifiée vice rédhibitoire par la législation des bêtes. Rien de plus dangereux, en effet, qu'une bête ombrageuse.

De quels éléments se composait l'Assemblée constituante? D'une foule de privilégiés de la naissance, du négoce parasite, de la rente et de la chicane, tous élevés à croire et intéressés à soutenir que la défense de l'ordre est la même chose que la défense des abus existants. Tous atteints de vices rédhibitoires.

Les seuls représentants réels de la révolution, les républicains démocrates, ne constituaient dans le sein de cette assemblée qu'une minorité factieuse.

Que vouliez-vous que fit et décrétât cette majorité de privilégiés élus sous l'influence de la peur et qui considéraient comme une surprise la révolution de février.

De l'ordre, de l'ordre à tout prix, rien que de l'ordre; qu'ils cherchassent à maintenir ce qui est et à réparer les avaries de la dernière tourmente.

C'est ce qu'ils ont fait, les malheureux, et, en conscience, nous, les victimes du privilège, nous aurions mauvaise grâce à les blâmer d'avoir légiféré ainsi; car si nous avions été à leur place, comme je me suis déjà permis de le leur dire ailleurs, nous n'aurions pas travaillé dans l'intérêt de leur cause.

Il y avait là de vieux avocats, très fiers de leur science procédurière et des privilèges de leur or-

dre et qui avaient gagné leurs millions et leur influence à plaider des séparations, à insulter leurs parties adverses, comme maître Chaix-d'Est-Ànge, à enrichir la société d'une foule d'assassins, de faussaires et d'empoisonneurs. Il faut pourtant se montrer raisonnable et ne pas demander l'impossible à ce monde. On ne peut pas exiger que les avocats, qui vivent des mauvaises lois, travaillent de bon cœur à en fabriquer de bonnes. Nul n'est tenu de se suicider.

Il y avait aussi des faux savants, nommés économistes, tous partisans du *laissez-faire* et du *laissez-tuer le peuple*, tous prôneurs d'anarchie commerciale, et plus orgueilleux, plus vains de leur faux savoir que les avocats même. On sait que cette secte, éclosée en Angleterre sous le souffle fécond de l'aristocratie, avait été créée et mise au monde pour défendre les privilèges de la féodalité d'argent contre les droits des travailleurs; et alors on aurait pu espérer qu'elle eût été entraînée avec le dernier gouvernement dans l'abîme du mépris qu'elle avait tant contribué à creuser. Illusion frivole! L'économiste anglican a reparu, après la révolution de février, plus audacieux, plus écouté et plus considéré que jamais. Juifs de Gascogne, juifs de Pologne, pasteurs protestants, économistes, tout ce qui jure par la Bible et par la concurrence, tout ce qui s'incline devant Mercure et l'idole du veau d'or, a trouvé place à la Constituante. Et la puissance de cette secte, que je ne crains pas de qualifier la *bête noire* de la démocratie, a été la pierre d'achoppement de la révolution. On ne peut pas faire de lois humaines avec des sophistes sans cœur qui professent avec amour les doctrines impies de Jean-Baptiste Say et de Malthus, lesquels affirment que le pauvre n'a pas le droit de vivre et que la société ne doit rien à aucun de ses membres.

Le plus tendre et le plus miséricordieux de tous les économistes est à ma connaissance M. Gustave de Beaumont, et cependant lors de la discussion du décret de transportation sans jugement, c'est M. Gustave de Beaumont qui a demandé que les femmes et les filles des transportés, qui voudraient suivre leurs pères ou leurs époux sur la terre étrangère fussent tenues de faire le voyage à leurs frais. Si je ne redoutais de passer pour mauvaise langue, je dirais à propos de ce trait de générosité si touchant, que le meilleur des économistes ne vaut rien. Puisque celui-ci est le meilleur, inutile de citer Léon Faucher qui est le pire et dont la pudeur me défend, du reste, de qualifier les actes; inutile de citer le vertueux et désintéressé baron Charles Dupin, ex-président du comité de l'esclavage, le même qui, non content de cumuler les émoluments de douze places diverses sous la défunte monarchie, trouvait encore moyen de donner des leçons de tempérance et d'économie aux pauvres, à mille francs le cachet. J'en passe et des meilleurs.

Voilà le monde, hélas! qui a régné à la Constituante avec les roués de la régence et les voltigeurs chevronnés du droit divin et de la coalition. C'était un pauvre amalgame. On appelle amalgame en chimie les alliages dont le mercure fait partie.

Si vous ajoutez à ces influences désastreuses la peur du socialisme, la peur, ce mal terrible dont on ne guérit pas et qui suffit pour paralyser tous les bons vouloir, vous conclurez avec moi qu'il n'a pu être donné à ces législateurs premiers nés du suffrage universel de conduire le peuple français dans la terre promise de la démocratie, terre de lait et de miel.

L'Assemblée constituante a voté l'état de siège, la transportation sans jugement des hommes dangereux et des socialistes à opinions avancées, l'abolition de la presse du pauvre, l'expédition d'Italie, une foule d'autres sottises dont elle aura à répondre devant Dieu.

Son comité de finances, composé de la fine fleur de la réaction, a culbuté tous les projets financiers qui s'avaient de soumettre à un tribut quelconque les possesseurs du capital.

Son comité de Constitution, après quatre mois d'herculéens travaux, est arrivé à définir la liberté le droit d'*aller et de venir*. Je ne suis pas présomptueux, mais j'affirme néanmoins que j'aurais trouvé mieux que cette définition en deux minutes, sans me fouler la rate. Exemple : la liberté est le pouvoir de faire ce qui nous plaît et surtout le pouvoir de ne pas faire ce qui nous déplaît, comme de monter la garde.

C'est le même comité, dirigé par le petit Thiers, qui n'a pas voulu nous accorder le droit de *vivre en travaillant* et qui nous a accordé le droit de *vivre sans travailler*, de peur de favoriser la paresse. Ce jour-là, je ne crains pas de le dire, l'As-

lever tribut sur le producteur et sur le consommateur, nous le reconnaissons d'autant plus volontiers que c'est précisément là le but que nous cherchions à atteindre. Ils devront se faire producteurs, utiliser autrement leur activité et leurs capitaux. On aura beau faire, tant qu'on n'aura pas réalisé la solidarité de tous les intérêts et organisé le travail et l'industrie, toujours une amélioration quelconque, alors même qu'elle serait profitable à l'immense majorité, déplacera des individus, froissera des intérêts particuliers. Il en faut prendre son parti, puisqu'on ne sait pas, puisqu'on ne veut pas absolument diriger, utiliser toutes les forces, créer de véritables ateliers de production!

Voilà notre projet. Il est des plus simples et des plus inoffensifs, on le voit assez; mais il sera déclaré impossible, parce qu'il modifie le *statu quo*, parce qu'il contarie des intérêts aujourd'hui tout-puissants. Pour qu'il eût chance d'être pris en considération, il faudrait qu'il fût patronné par de hautes influences, qu'il fût adopté par des manufacturiers et des fabricants, par exemple... — Nous ne l'espérons pas. Nous le donnons pour ce qu'il vaut, pour une utopie, mais pour une utopie facilement réalisable.

F. V.

ASSOCIATIONS GYMNASTIQUES EN ALLEMAGNE.

Au moment où l'attention publique est vivement préoccupée par les graves événements qui s'accomplissent en Allemagne, nous croyons devoir donner à nos lecteurs quelques détails sur une institution populaire qui prend une large part à ces événements. Nous voulons parler des *associations gymnastiques* (*Turnvereine*), qui ont pris naissance depuis quelques années dans toutes les provinces de la confédération, et dont le développement prodigieux n'a pu être arrêté par le mauvais vouloir des 34 principautés Germaniques. Les gymnases propagés par l'instituteur John, virent le jour en 1814, et rendirent de grands services à la Sainte-Alliance, en appelant tous les jeunes gens valides aux armes et en excitant à un haut degré dans leurs cœurs l'amour de la patrie et le sentiment de nationalité. Comme toujours les rois témoignèrent leur reconnaissance en poursuivant les propagateurs de cette institution, qu'ils tentèrent d'anéantir par tous les moyens en leur pouvoir. Cette manœuvre leur réussit en partie; le peuple abandonna les songes creux gallophages, qui revalaient la restauration du vieil empire Tudesque. Mais la révolution de Juillet 1830, qui éclata comme un coup de foudre et retrempe le cœur de la jeunesse allemande, vint donner un nouvel et plus puissant essort aux gymnases qui prirent dès ce moment un caractère républicain et accomplirent leur œuvre en silence.

Au bout de quelques années, les associations étaient devenues assez fortes en Wurtemberg, dans les deux Hesses et dans le grand-duché de Bade, pour pouvoir organiser avec éclat des fêtes gymnastiques, qui devinrent autant de foyers d'insurrection. Des milliers de jeunes gens, dans la force de l'âge, aux membres aguerris par les exercices corporels, et revêtus d'un costume uniforme d'une simplicité à la fois élégante et pittoresque, se réunissaient là, dans un but commun, fraternisaient ensemble, formaient de ces liaisons dont on se rappelle sur les champs de bataille et recrutaient ainsi la vaillante armée de la future république allemande. Plus d'un cœur patriotique battait d'espoir à la vue de ces longues files de gymnastes qui se tenaient par la main et s'avancèrent au son des hymnes de liberté, faisant flotter dans les airs des drapeaux bariolés, qui bientôt, devaient tous se confondre en un seul aux couleurs nationales, rouge, noir, et or. Cet espoir ne fut pas déçu.

En 1847, un banquet gymnastique à Heidelberg, fut présidé par Gustave Struve, et sa femme, la belle Géorgienne.

En 1848, immédiatement après les immortelles journées de février, Struve fit une invasion à main armée dans le pays de Bade, dans le but de proclamer la république. Aujourd'hui le Palatinat et le grand-duché de Bade ont arboré le drapeau de l'insurrection; les soldats fraternisent avec le peuple, et de toutes parts accourent, aux sons de la Marseillaise, les gymnastes en armes, décidés à en finir une bonne fois avec la tyrannie qui veut maintenir à son profit le morcellement de l'Allemagne.

Les associations gymnastiques mettent ainsi en pratique leur bel adage : « *Alertes, joyeux, pieux et libres.* » (Association Rémoise.)

semblée constituante a conquis ses droits à un ridicule immortel; car c'est une terreur superstitieuse qui lui a arraché son vote; cette même terreur, qui la faisait se signer au seul nom de communisme et qui a été cause que le *Constitutionnel* l'a trompée. Comme il est agréable et flatteur pour une Assemblée législative quelconque de s'entendre dire que le *Constitutionnel* a abusé de sa crédulité.

Une autre bourde de cette malheureuse Constituante est d'avoir décidé que le pouvoir exécutif de France s'appellerait le président, comme aux Etats-Unis, et serait élu par le peuple; le tout pour que ce président, investi d'un mandat populaire, fût perpétuellement affriandé par le désir d'échanger son titre de président temporaire contre celui de président à perpétuité. L'Assemblée constituante s'est assez mordu les doigts de sa sottise, et elle a dit assez souvent qu'elle ne le ferait plus, pour que nous lui tenions compte de son repentir. Cessons donc de l'acabler de notre hilarité.

La Constitution de 1848 a été délibérée et votée sous le régime des caporaux d'Afrique, au doux bruit du canon. C'est une circonstance atténuante que l'historien impartial n'a pas le droit de passer sous silence. Ajoutons, pour terminer, en matière de péroraison, cet éloge funèbre: Que la Constituante a rendu un immense service au pays.

1^o En le débarrassant d'une foule de dynasties qui faisaient son malheur, entre autres la dynastie du *National* et le parti des éditeurs, autrement dit le parti des renoncules.

2^o En prouvant, par des arguments irréfutables, que l'ignorance était le plus grand de tous les crimes politiques. Je n'adresse ici de personnalités à qui que ce soit, pas plus à M. Garnier-Pagès des 45 centimes qu'à M. Marie des ateliers nationaux, qu'à M. Thiers, à M. Louis-Napoléon ou à M. Cavaignac.

3^o En démontrant enfin que de tous les utopistes, les plus fous et les plus dangereux sont les conservateurs, lesquels ne veulent pas laisser mourir une bonne fois pour toutes les institutions qui ont fait leur temps comme la rente et l'usure, et qui s'obstinent à redresser et à recréer un vieil édifice social, lézardé sur toutes les coutures, au lieu d'en rebâtir un tout neuf.

Tout ce qui a régné, tout ce qui a gouverné sous la Constituante, était atteint de vices rédhibitoires. Voilà le fait.

Le premier devoir de la Constituante était de décréter une bonne loi sur les vices rédhibitoires en matière électorale. Elle a négligé ce devoir, c'est ce qui l'a tuée.

Si du moins la Législative, l'héritière de la Constituante, savait mettre cet enseignement à profit et réparer l'omission de la Constituante. Je le désire sincèrement, mais je ne l'espère pas.

J'ai assisté aux premières prises de cheveux de la Législative; j'en suis sorti rempli d'inquiétude pour l'avenir du parti conservateur. Je tremble que l'esprit du bien n'ait beaucoup de peine à conjurer les influences fatales qui ont présidé à la naissance de la Législature. On a beau pester et beau dire, on ne nait pas impunément un *treize*!

Le vice rédhibitoire paraît, au premier coup d'œil, encore plus fréquent chez les élus de la Législative que chez ceux de la Constituante. Cette perspective, qui me glace d'horreur, me fait prévoir d'inévitables catastrophes pour le char de l'Etat.

La première disgrâce dont le sort a frappé l'Assemblée législative a été la présidence de M. Kératry, doyen d'âge; un petit vieillard en parchemin sec, d'une laideur surhumaine.

Personne n'ignore la parenté de M. Kératry, le dernier des Beaumanoir, avec l'enchanneur Merlin, non plus que ses relations nocturnes avec les esprits des ténébres.

M. Kératry avait épousé un ange dans sa belle jeunesse, il y a soixante ans de cela. L'âme de cet ange s'envola un beau soir vers sa patrie céleste, emportant avec elle l'âme de son conjoint terrestre, dont un lent désespoir a miné secrètement les jours depuis cette disjonction. Cependant, les regards de l'époux inconsolable, dirigés par l'amour, avaient fini par découvrir le domicile de la fugitive dans la région des nébuleuses, et un doux échange de soupirs, d'aspirations et de regrets s'était établi, à la suite de cette découverte, entre lui et elle, elle et lui. Il y avait quarante ans et plus que durait ce tête-à-tête nocturne, quand la fureur des partis est venue arracher l'infortuné soupirant à ses correspondances sidérales pour relancer son corps sec et poussif dans la lice ardente des combats.

Transporté soudainement dans un milieu si dif-

férent de celui dans lequel il avait passé tant d'heureux jours, le vieillard devait naturellement y briller par ses absences de mémoire. C'est ce qui est arrivé.

D'abord M. Kératry a cru se retrouver dans la chambre des députés de 1828, du temps de l'existence des deux chambres et de la Charte octroyée, et il a commis à ce propos une foule d'anachronismes plus ou moins affligeants. Il a traité ses collègues de députés, et la première fois qu'il a entendu un citoyen crier: *Vive la République*, il s'est levé pour rappeler le factieux à l'ordre et commander à M. Foucault de l'empoigner. On a eu beaucoup de peine à faire revenir au calme l'irascible vieillard, et le convaincre que la France avait depuis plus d'un an quitté la forme monarchique pour la forme républicaine, et que par conséquent le cri de *Vive la République* n'avait rien de séditieux.

Une tristesse universelle, inspirée par ce spectacle desolant de la vieillesse retombant en enfance, a caractérisé la première séance de la législative. Les acclamations du peuple, qui auraient pu parvenir jusque dans le sein de la représentation nationale et y réveiller l'enthousiasme républicain endormi, avaient été étouffées par les soins du général Bergamotte, le mauvais génie de la famille Bonaparte; Bergamotte, un de ces lourds pavés que les ours trouvent toujours à portée de leurs mains pour écraser la tête à leurs amis qui sommeillent.

La seconde séance s'est passée à réparer le temps perdu la veille. Le citoyen Landolphe a protesté contre l'état mental de M. le président d'âge, qui n'avait pas permis à celui-ci de remplir son devoir en faisant ouvrir et clore la séance par l'acclamation de la République. La Montagne rouge s'est levée à trois reprises pour répéter le cri de: *Vive la République*. La Montagne blanche a essayé de demeurer assise; mais comme cette manifestation anti-républicaine eût été par trop imprudente, elle a chargé un de ses orateurs d'expliquer les raisons de son attitude et de son silence. Elle ne demandait pas mieux que de se lever en masse et de crier *Vive la République*, mais à la condition qu'on ne la violenterait pas et que ses acclamations seraient considérées comme l'expression spontanée de ses vœux. — Pauvres vieux enfants mutins qui s'imaginent que le peuple va croire à la sincérité de leur foi républicaine, parce qu'ils auront crié *Vive la République* sans y être forcés.

Or, un membre de la gauche, côté du cœur, s'étant avisé de mêler le cri de *vive la République* démocratique et sociale aux acclamations de ses collègues, le malheureux président d'âge a été repris subitement d'un de ses accès de monomanie monarchique, et il a rappelé à l'ordre le socialiste: ce qui a diverti quelques instants l'Assemblée. Et puis l'on a passé à la vérification des pouvoirs.

Un citoyen de la Montagne blanche demande si le citoyen Pilhes, de la rouge, élu dans l'Ariège, est le même que celui qui est à Rome. Le citoyen Padhes, intime, répond que le Pilhes de Rome est son frère dont il s'honore de partager les sentiments patriotiques. Quelques moments après, la Chambre valide les élections de l'Anjou. Le citoyen Pilhes, de l'Ariège, demande si le citoyen Falloux, élu dans Maine-et-Loire, est le même que le citoyen abbé Falloux, secrétaire du pape, le même qui a donné des renseignements si exacts sur l'état des esprits de la population romaine. La riposte spirituelle du citoyen Pilhes paraît causer une médiocre satisfaction à monseigneur Ignace Falloux de Loyola.

Troisième séance. Le temps est lourd, les esprits à l'orage, les paroles sentent la poudre. Le citoyen Ledru-Rollin remet sur le tapis l'irritante question des provocations du général Changarnier, qui vient de se rendre coupable d'une nouvelle incartade vis-à-vis de l'Assemblée, en destituant le colonel Chauvin de ses fonctions de commandant des forces militaires de l'Assemblée, pour en investir le général Forez, le même qui se vante de pas connaître la loi, comme les gentilshommes d'autrefois se vantaient de ne pas savoir lire.

L'infortuné président d'âge, qu'un nouvel accès de monomanie reprend à cet instant, lance à M. Ledru-Rollin une interruption injurieuse. L'injurie descend de la tribune et déclare qu'il n'y remontera pas avant que l'Assemblée lui ait fait justice des injures du vieux. Les membres du bureau provisoire quittent leurs places pour un motif analogue, ne voulant plus rien avoir de commun avec leur vénérable chef. Les partis sont tout prêts à en venir aux mains. Heureusement que l'accès du vieux se calme, qu'il revient à la raison et adresse des excuses à tous ceux qu'il a offensés. La séance

continue au milieu de l'irritation générale; mais la vérification des pouvoirs avance peu.

Le bruit se répand que le gouvernement a reçu les bulletins de vote de la mobile et des garnisons d'Aix et d'Hyères. Ce vote tout favorable à la liste socialiste priverait de leur titre de représentants du peuple une demi-douzaine de nullités modérées dans les nuances. Rapatel, Roger du septentrion, Garnon et Lasteyrie. Le représentant du parti Francini, M. Lucien Murat, cesserait de tenir la corde de la députation parisienne, et redescendrait au troisième ou au quatrième rang. (Nouvelles à revoir.)

Quatrième séance. On ne se bat pas encore, mais il est visible qu'on s'attend des deux côtés à se battre. Les blancs ont pour eux le nombre, les rouges le droit et la supériorité de la taille. On remarque que cette fois, contrairement à la donnée de l'histoire romaine, les géants arrivent du midi. Aucun chef heureusement n'ose prendre la responsabilité de l'agression, c'est ce qui assure encore pour vingt-quatre heures la durée de la paix. On passe à la vérification des pouvoirs. Dans les Côtes-du-Nord, le préfet et l'évêque se sont rendus coupables d'abus d'influence; les faits sont avérés. — Qu'est-ce que ça nous fait, disent les blancs, qui sont en majorité à l'Assemblée. Le préfet et l'évêque ont failli à leur devoir, c'est possible; mais des qu'ils ont failli pour nous, ils ont très bien fait; la fin justifie les moyens; gloire à Léon Faucher, à ses préfets et à ses évêques! — Mais les soldats des Côtes-du-Nord sont au nombre de 9,000 dans l'armée; or, 1,500 seulement ont voté. — C'est encore quinze cents voix de trop, disent les blancs, et au lieu de vous plaindre, vous devriez vous estimer fort heureux qu'on vous les accorde, et ils passent l'éponge de la bonne intention sur toutes ces illégalités. On tremble que tant d'outrecuidance ne finisse par faire monter le rouge à la figure des plus calmes du parti républicain. M. de Kératry se tord et crépite comme font les rouleaux de parchemin trop rapprochés du feu. Toutefois, M. Kératry est assez habile pour éviter de se faire rappeler à la décence. Le sergent Balthier proteste au nom de l'armée contre le régime de vexation, d'arbitraire, de manœuvres indignes employées par les chefs de corps pour ravir aux soldats l'exercice de leur droit électoral. Il demeure prouvé, à la suite de ces dénégations, que jusqu'ici l'armée n'a voté que pour rire.

Cinquième séance. L'Assemblée interrompt la vérification des pouvoirs pour procéder à la nomination de son bureau. M. Dupin aîné est nommé président à la majorité de 336 voix sur 609 votants. M. Leira-Rollin a obtenu 182 voix, M. Lamoricière 76. Vice-présidents: MM. Baroche, Bedeau, Jules Lasteyrie, Denis Bonoist, de Seze, de Tocqueville. Secrétaire: MM. Arnaud, Paupin, Lacaze, Chapot, Heckereen, Bérard.

On annonce la mort de M. Crespel de Latouche, frappé du choléra.

En dépit des résistances de la Montagne blanche, qui ne veut céder, le socialisme continue à triompher sur toute la ligne.

Le *National*, comprenant, par le résultat des élections dernières, que l'heure du trépas avait sonné pour M. Marrast et les siens, a passé, avec armes et bagages, dans le camp du socialisme. Mieux vaut tard que jamais. Le socialisme est le refuge de tous les affligés. Laissez venir à nous les petits du *National*, qui parlaient, il y a huit ou dix ans, de brûler le guépard de la rue de Tournon.

L'Assemblée nationale n'attend plus qu'un moment favorable pour opérer la même conversion. L'Assemblée nationale a déjà publié son programme. On attribue la rédaction de ce manifeste à M. Duvergier de Hauranne, si connu sous le nom de l'Araignée vénimeuse. M. Duvergier de Hauranne a été converti au socialisme par sa défaite électorale, dans laquelle il a cru reconnaître le doigt de Dieu; voici comme. L'ex-honorable avait fait disgracieusement l'ingénieur Wautier, coupable de socialisme. Or, il résulta de l'iniquité que l'ingénieur du Cher, exilé dans le Morbihan, devint, par le fait même de son exil, éligible dans le premier de ces départements, et que les habitants de cette contrée intelligente saisirent cette occasion de repayer l'injuste commis envers l'ingénieur, et le nommèrent leur représentant au lieu et place de M. Duvergier de Hauranne. Un acte de justice providentielle, qui prouve, une fois de plus, la profondeur de cette réflexion de ma portière: que les hommes s'épargneraient bien des misères s'ils étaient moins méchants.

Une seule inquiétude me tourmente, à la pensée de tant de conversions subites. Où trouverons-

nous assez de places pour placer tout ce monde-là, Pendant que les hommes se faisaient ces misères, les épiniers roses, pleins de mépris pour les querelles politiques, continuaient de jeter indifféremment leurs senteurs aux odorats de tous les partis, à travers l'atmosphère embaumée du Luxembourg et du Jardin-des-Plantes. Le palais de l'exposition des produits de l'industrie nationale s'ouvrait, la brise du printemps courait à la surface des seigles, secouant ses nuages de pollen sur les épis avilés, et la nature en joie insultait à Malthus et à tous les partisans de la contrainte morale, en ouvrant à tous les règnes les écluses bienheureuses de la fécondité.

Et l'*Ere nouvelle*, journal chrétien et ennemi du trafic, débitait des prières contre le choléra, à 1 fr. 25 centimes le cent, pour les pauvres; les mêmes, avec vignette, à 8 francs le cent pour les riches.

Le Dieu de la gaité, qui protège la France, continuait à prendre soin de nos joies, en suscitant chaque jour une foule d'écrivains drolatiques et plus divertissants les uns que les autres. L'*Evénement* engendrait l'*Intelligence*, et le Vaquerie de cette feuille atteignait du premier bond au niveau d'excentricité des plus audacieux. Rendant compte d'une soirée musicale, l'homme d'esprit de l'*Intelligence* écrivait l'autre soir :

Magnus a enlevé l'auditoire. Il est impossible de mieux toucher le public et du piano tout à la fois.

Le compte-rendu se terminait par cette conclusion naïve: *Espérons qu'il y aura toujours des hommes et des femmes.*

Et nous aussi, espérons qu'il y aura toujours des femmes et surtout des hommes agréables pour nous désopiler la rate en nos moments d'ennui.

A. TOUSSENET.

NOUVELLES EXTERIEURES.

On est toujours sans nouvelles de Rome. L'armée d'expédition ne peut bombarder Rome sans vouer le nom Français à l'exécration des siècles; elle ne peut sortir que par le déshonneur ou le ridicule de l'impasse où l'a acculée la trahison du ministère Falloux. L'expédition de Rome emportera la politique réactionnaire du gouvernement actuel, si elle n'emporte pas autre chose.

L'insurrection allemande fait d'immenses progrès. L'incendie révolutionnaire rayonne du Palatinat et du duché de Bade vers tous les Etats circonvoisins. Les soldats de l'armée du roi de Bavière et du roi de Wurtemberg déclarent ne pas vouloir porter les armes contre les insurgés des provinces rhénanes.

Les généraux de l'armée russe sont hostiles à la guerre contre la Hongrie. Tous les jours on découvre en Russie quelque conspiration contre la vie du czar. On annonce que Nicolas a fait pendre une demi-douzaine de généraux pour leur apprendre à conserver le respect dû à sa haute volonté.

Les Hongrois ont pris la ville de Bude après trois assauts meurtriers; tous les officiers croates et tous les soldats des régiments-frontières ont été passés au fil de l'épée. La prise de cette forteresse importante rend désormais l'armée hongroise maîtresse des deux rives du Danube. Les généraux hongrois, Georgey, Bem, Dembinski, concentrent, dit-on, leurs forces pour se porter en masse contre l'armée d'invasion. L'armée hongroise est forte de plus de deux cent mille combattants.

L'Alsace ne se contente pas de protester par le choix de ses représentants contre la politique absolutiste du gouvernement français. Elle vient de prendre l'initiative d'une manifestation nationale qui doit changer la face des choses en Europe pour peu qu'elle rencontre des sympathies dans les autres provinces de France. Une assemblée populaire qui s'est tenue à Colmar le lundi de la Pentecôte a décidé que l'Alsace prêterait un appui efficace aux insurgés de Bade et du Palatinat, et que ses populations se lèveraient en masse pour répondre à l'agression audacieuse de la nouvelle coalition des rois. Une adresse a été en conséquence envoyée à la représentation nationale, demandant que l'Assemblée législative déclare la patrie en danger, reconnaisse les gouvernements élus par le peuple à Spire et à Carlsruhe et envoie immédiatement une armée d'observation sur les frontières de l'est pour prêter main forte à ces deux états, s'ils étaient menacés.

Le gouvernement français est mis en ce moment en demeure d'agir, et les conseils ne lui manquent pas pour lui dicter la seule politique à suivre au milieu de la crise redoutable où se trouve

aujourd'hui le monde européen. La France a jeté bas par une révolution le gouvernement monarchique pour le punir de sa servilité et de sa dévotion à la politique de l'aristocratie anglaise. Le système de politique étrangère adopté par le gouvernement des Cavaignac et des Drouyn de Lhuys ne diffère du système de l'aplatissement continu suivi par les Guizot et les Thiers, qu'en ce que les ministres actuels obéissent aux ordres de la coalition austro-russe, au lieu d'obéir aux ordres de Palmerston. Que le gouvernement actuel y réfléchisse à deux fois... la France ne peut plus se résigner à subir la politique de la honte, pas plus sous la République que sous la monarchie.

La commune d'Aubière, qui s'est toujours distinguée par les sentiments démocratiques de ses habitants, vient de prendre une décision qui lui fait honneur, et que nous voudrions voir imiter par toutes les communes de notre département.

Usant de la facilité laissée aux communes par l'article 2 de la loi du 21 mai 1836, le conseil municipal d'Aubière a décidé, dans séance du 21 mai 1849, que les prestations en nature seraient supprimées et remplacées par un impôt de 4 centimes additionnels aux contributions directes.

De même que tous les travailleurs, artisans ou cultivateurs, les patriotes d'Aubière sont socialistes; souvent ils le sont d'autant plus qu'ils s'en doutent moins. Et en effet, ils viennent de faire un acte de socialisme pur en abolissant une charge qui pesait entièrement sur les pauvres et les petits propriétaires, tandis que de gros propriétaires, qui paient quatre ou cinq cents francs d'impôts, en sont affranchis. Que les travailleurs entrent dans cette voie des améliorations sociales, et bientôt le règne de l'égalité sera établi sur la terre.

(Eclairer du Puy-de-Dôme.)

— On nous assure dit le *Propagateur de Mézières*, du 26 mai, que les fabricants de Sedan se proposent d'établir des cuisines économiques dans leurs établissements, où les classes pauvres pourraient trouver à bon marché de bons aliments.

— On lit dans le *Journal de Toulouse* : « Notre ville vient d'être affligée, dans l'espace de quelques jours, par la disparition de trois notaires. Des faits de haute gravité sont, dit-on, reprochés à l'un d'eux. »

— Quelques personnes ont cru voir dans l'organisation des corporations, une institution organisée dans un but hostile aux patrons.

La lettre qui suit, peut suffisamment prouver le contraire.

Nous saurons bientôt combien il y a de vrais amis de l'ordre parmi messieurs les fileurs en cardé.

Nous aurons à nous occuper aussi de la question des tisseurs, qui sont dans un état de misère déplorable. Un appel a déjà été fait dans nos colonnes, par cette corporation, il n'a pas été entendu; nous reviendrons sur ce sujet.

Messieurs les fileurs.

Le conseil de la corporation des fileurs en cardé, considérant que la différence des prix accordés par les tarifs des divers établissements de filature, il en résulte des conséquences souvent déplorables pour les patrons et pour les ouvriers; animé de l'esprit de conciliation et d'humanité, désirant voir cesser les dissentiments qui se renouvellent trop souvent, fait appel aux patrons qui sont mus par les mêmes intentions, à s'unir à lui pour obvier, autant que faire se pourra, à un pareil état de choses, et sauve garder les intérêts des deux parties, en les mettant en présence, pour discuter et adopter un tarif uniforme.

Veillez, messieurs, avoir l'obligeance de nous faire connaître votre décision à ce sujet.

En attendant votre réponse, nous sommes, messieurs, vos très-humbles serviteurs.

Au nom du conseil,

Le président, Le caissier,
GALAND. MERLIN.

(Association Rémoise.)

— Nous avons eu occasion de signaler quelques abus et quelques inconvénients graves contre les intérêts des ouvriers, résultant d'une certaine manière d'auner les tissus et de calculer le rendement des matières brutes qui leur étaient livrées à façon. Nous savions que le conseil général s'était ému de cette question, et qu'il avait provoqué tous les moyens propres à la bien résoudre. Les réunions diverses qui ont été nécessitées par la prochaine

exposition parmi nos industriels, ont permis de recueillir le plus de lumière possible sur cette matière. La chambre de commerce, le conseil des prudhommes s'en sont occupés sérieusement, et, si nous sommes bien informé, l'autorité préfectorale arrête les basses d'un règlement qui sera soumis à l'approbation du gouvernement, et, s'il le faut de la législature. On ne saurait trop faire pour mettre les ouvriers à l'abri de tout mécompte, et pour leur assurer tout salaire auquel ils peuvent avoir droit.

Les patrons dans les industries où pouvaient se produire ces abus sont les premiers, à ce qu'on nous assure, à reconnaître ce qu'il peut y avoir de vicieux dans les anciens usages, et ils n'attendent pas même la promulgation d'un règlement pour se conformer à ce qu'il devra renfermer de juste et de désirable.

(Mémorial de Rouen.)

— *Instruction gratuite à tous les degrés.* Telle devrait être la première dette d'un Etat démocratique en possession du suffrage universel; même, selon nous, le suffrage universel n'aurait dû s'exercer qu'après la pleine émancipation intellectuelle du peuple; eh! bien, l'on va voir à quelle condition préalable est soumis le citoyen qui n'a pas les moyens de payer les mois d'école de ses enfants; il faut qu'il se fasse délivrer un certificat d'indigence conçu en ces termes :

EXTRAIT DE LA DÉLIBÉRATION DU COMITÉ LOCAL,
EN DATE DU 10 FÉVRIER 1849.

Le comité local considérant que l'exiguïté des salles destinées aux écoles communales ne lui permet d'y admettre que les enfants dont les parents sont hors d'état de payer les frais d'éducation dans les écoles privées, décide que désormais aucun enfant ne sera admis dans les écoles communales que sur le certificat ci-après signé par le propriétaire de la maison habitée par la famille.

CERTIFICAT POUR L'ADMISSION DANS LES ÉCOLES

COMMUNALES.

Je soussigné, propriétaire demeurant rue , certifie que le citoyen , profession de , habitant la commune de Montmartre depuis , demeure rue , que sa famille se compose de personnes, et qu'il se trouve hors d'état de subvenir aux frais d'éducation de l'enfant.

Fait à Montmartre; ce

18

(La Presse.)

Cours normal gratuit en faveur des institutrices.

Le premier jeudi de juin, le directeur de l'Athénée populaire ouvrira un nouveau cours normal gratuit pour la préparation des institutrices aux examens de la Sorbonne et de l'Hôtel-de-Ville. Ce cours, pour lequel il n'y a à payer aucune espèce de rétribution, comprend les quatre objets essentiels des examens : *Grammaire française, Composition en française, Arithmétique, Dessin linéaire.* S'adresser, pour les renseignements, au secrétariat de l'Athénée populaire, rue Saint-Jacques, 212.

— Tous les mardis et vendredis, à 8 heures précises du soir, salle de la Fraternité, rue Martel, Conférence sur l'histoire du Socialisme, par Jules Lechevalier. Examen comparé des théories et sectes diverses du Socialisme en France depuis 1793. Les discussions politiques sont interdites. Les femmes sont admises.

— L'idée sociale compte un organe de plus : le *Délégué du Luxembourg*. Ce journal, rédigé par le citoyen Gautier, rendra nous en sommes sûrs, d'éminents services aux travailleurs. Aux idées de désordre qu'on leur prête, aux calomnies dont les socialistes sont chaque jour l'objet, il est bien de répondre par des faits, en prouvant que l'émancipation du prolétariat n'a pour ennemis que les égoïstes ou les aveugles. Nous pensons que tous les ouvriers encourageront cette publication destinée à défendre consciencieusement leurs intérêts.

Le *Délégué du Luxembourg* se trouve à la Propagande démocratique et sociale, rue des Bons-Enfants, 1. et chez tous les marchands de journaux.

L'un des propriétaires, LEOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.